



Réunion des États parties

Distr. limitée
21 juin 2021
Français
Original : anglais

Trente et unième réunion

New York, 21-25 juin 2021

Point 14 de l'ordre du jour

Questions diverses

Espagne, Fédération de Russie, Inde, Portugal et Sri Lanka

Décision sur la prorogation du mandat des membres actuels de la Commission des limites du plateau continental

La Réunion des États parties,

Réaffirmant l'importance des travaux de la Commission des limites du plateau continental pour les États côtiers et la communauté internationale dans son ensemble,

Rappelant la lettre datée du 13 avril 2020, adressée à la présidence de la trentième Réunion des États parties par le Président de la Commission des limites du plateau continental¹ et ses additifs², concernant la décision prise par la Commission, compte tenu de la situation créée par la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), de ne pas tenir sa cinquante-troisième session au Siège comme prévu initialement, et rappelant en particulier l'additif daté du 15 février 2021³, dans lequel il était indiqué qu'au vu des difficultés particulières auxquelles la Commission se heurterait si elle menait ses travaux par d'autres moyens que la tenue de sessions en présentiel au Siège de l'Organisation des Nations Unies ainsi que des préoccupations qui en découleraient, les membres de la Commission avaient conclu que celle-ci ne pourrait pas tenir sa cinquante-troisième session tant que ses membres ne seraient pas en mesure de se rendre dans le pays hôte et que les conditions ne permettraient pas la tenue de réunions en présentiel, notamment dans les laboratoires SIG (système d'information géographique) de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer (Bureau des affaires juridiques du Secrétariat),

Consciente de la charge de travail de la Commission en raison du grand nombre de soumissions déjà faites et du nombre de soumissions qui devraient être faites à l'avenir,

Tenant compte de la lettre datée du 6 avril 2021 adressée à la présidence de la trente et unième Réunion des États parties par le Président de la Commission des

¹ SPLOS/30/10.

² SPLOS/30/10/Add.1, SPLOS/30/10/Add.2, SPLOS/30/10/Add.3, SPLOS/30/10/Add.4, SPLOS/30/10/Add.5 et SPLOS/30/10/Add.6.

³ SPLOS/30/10/Add.6.



limites du plateau continental⁴, dans laquelle celui-ci rappelle que la pandémie de COVID-19 a ajouté aux difficultés rencontrées par la Commission dans l'exécution de ses travaux, puisqu'elle a perdu, en conséquence, une année entière de travail, à un moment du mandat quinquennal de ses membres où les progrès des trois premières années auraient pu permettre d'aboutir à l'approbation de recommandations supplémentaires et informe que les membres de la Commission se sont dits prêts à siéger une année supplémentaire, jusqu'en juin 2023, s'il en était ainsi décidé par la Réunion,

1. *Décide* de proroger d'un an le mandat des membres actuels de la Commission des limites du plateau continental, ce qui portera sa date d'expiration au 15 juin 2023, afin de permettre aux membres actuels d'achever l'examen des soumissions qui en sont à un stade avancé ;

2. *Souligne* que la décision de proroger le mandat des membres actuels de la Commission des limites du plateau continental est prise à titre exceptionnel, en raison des circonstances inédites résultant de la pandémie de COVID-19, et que cette décision est sans préjudice du paragraphe 4 de l'article 2 de l'annexe II à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982⁵, et ne constitue un précédent ni pour la Commission ni pour d'autres organes des Nations Unies ayant des membres élus.

⁴ [SPLOS/31/6](#).

⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1833, n° 31363.